

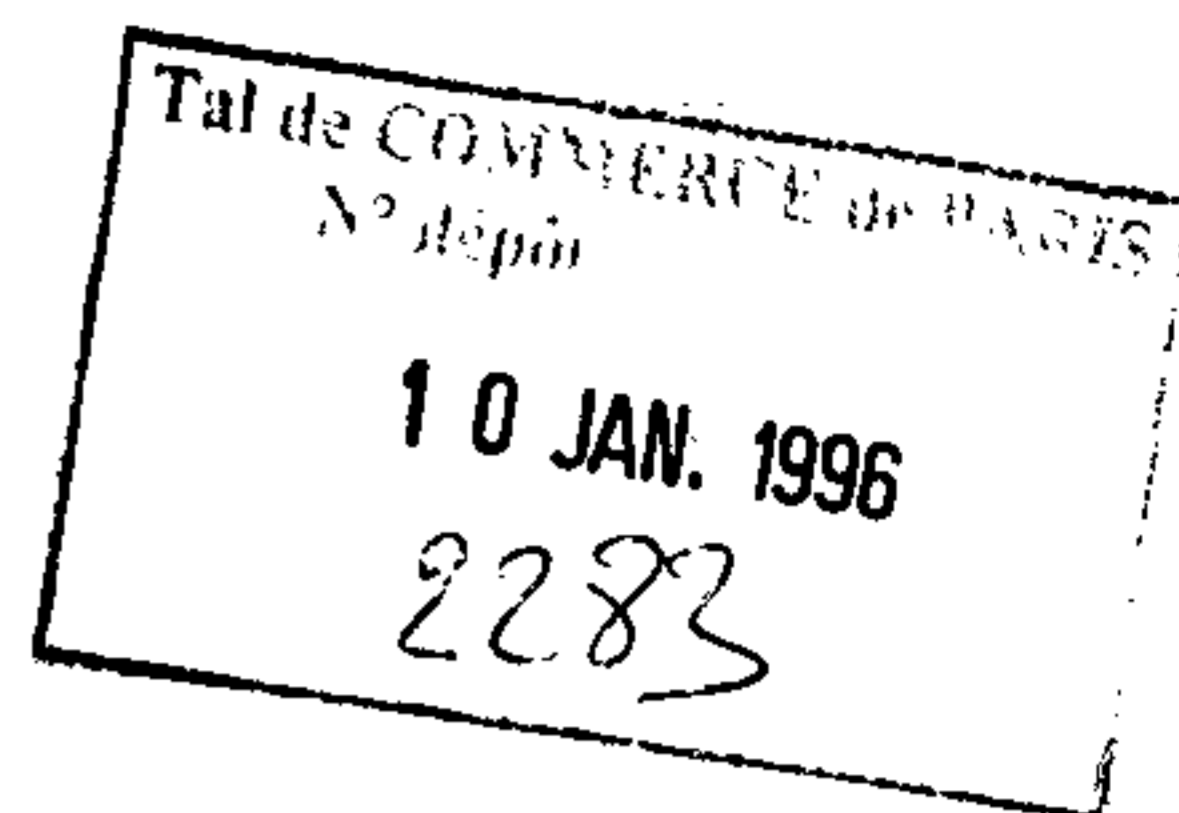
AGE NBR

N B A

SARL au capital de 50 000 francs

Siège social : 4 Rue de la Planche
75007 PARIS

R.C.S PARIS B 377 507 140 (90B09557)



**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 23 DECEMBRE 1995**

L'an MIL NEUF CENT QUATRE VINGT-QUINZE, et le VINGT TROIS
DECEMBRE, à DIX heures,

Monsieur Nicolas BRULAT,

Propriétaire de la totalité des CINQ CENT (500) parts de CENT
(500) francs composant le capital social de la société "NICOLAS
BRULAT",

Associé unique de la société,
dépose sur le bureau les statuts de la société.

Puis, il précise ensuite que l'assemblée se tient à l'effet de
délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- changement de gérant,
- changement de dénomination sociale.

L'associé unique a adopté les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'associé unique prend acte de sa démission des fonctions de
gérant, et décide de nommer en remplacement en qualité de
gérant :

Madame Catherine GAULIN, née LANFUMEY,
née le 18 mars 1952 à BRON (69),
demeurant à RUEIL MALMAISON (92),
132 Rue FILLIETTE NICOLAS PHILIBERT,

pour une durée illimitée.

Madame Catherine GAULIN accepte ses nouvelles fonctions et
déclare n'être frappée d'aucune incompatibilité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'associé unique décide de modifier la dénomination sociale de la société, qui à compter de ce jour devient :

N B A

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier l'article 2 des statuts, qui devient :

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La société est dénommée :

N B A

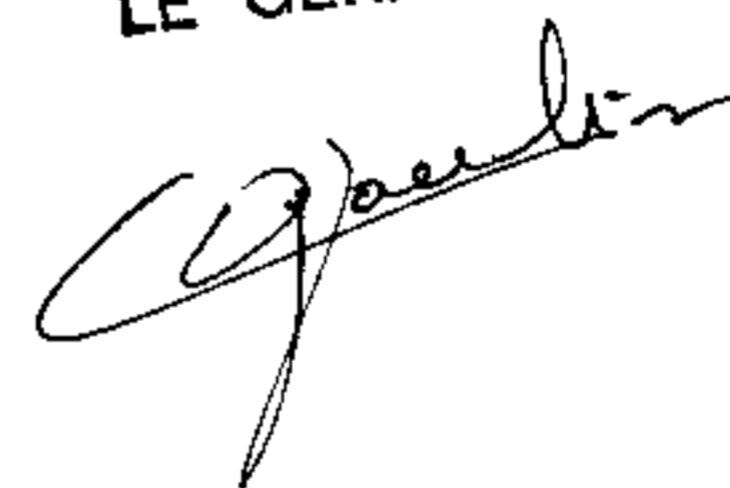
dénomination suivie de la mention SARL au capital de 50 000 francs, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au tableau de l'ordre des experts-comptables de paris et à la compagnie des commissaires aux comptes de paris .

QUATRIEME RESOLUTION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur des présentes, ou d'une copie, à l'effet d'accomplir les formalité légales.

De tout ce que dessus il a été dressé procès verbal, qui après lecture a été signé par le gérant et l'associé unique.

CERTIFIÉ CONFORME
LE GÉRANT



Société des Éditions de Presse
AFFICHES PARISIENNES
144, Rue de Rivoli, 144
75038 PARIS CEDEX 01

N B A

SARL au capital de 50 000 francs

Siège social : 4 Rue de la Planche
75007 PARIS

R.C.S PARIS B 377 507 140 (90B09557)

S T A T U T S

ARTICLE PREMIER - FORME

Il continue d'exister entre le propriétaire des parts ci-après dénombrées une Société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de Société et celles régissant les professions d'Expert-comptable et de Commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La société est dénommée :

N B A

dénomination suivie de la mention SARL au capital de 50 000 francs, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au tableau de l'ordre des experts-comptables de paris et à la compagnie des commissaires aux comptes de paris .

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet, dans tous pays, l'exercice des professions d'Expert-comptable et de Commissaire aux comptes telles qu'elles sont définies par l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945 et la loi modifiée du 24 Juillet 1966, et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricole ou bancaires, ni dans les Sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé à PARIS 7 ème, rue de La Planche, n° 4.

Il peut être transféré en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des Associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des Sociétés.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

I - APPORTS EN NATURE

Néant.

II - APPORT EN NUMERAIRE

- Monsieur Nicolas BRULAT, apporte à la Société une somme en espèces de :

CINQUANTE MILLE Francs, ci 50 000 F

Cette somme de CINQUANTE MILLE (50 000.-) Francs a été, dès avant ce jour, déposé à la banque CREDIT LYONNAIS Luxembourg à un compte ouvert au nom de la Société en formation sous le numéro 5430 A.

Elle ne pourra en être retirée par la Gérance avant l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des Sociétés.

III - RECAPITULATION

- Les apports en numéraire s'élèvent à la somme de CINQUANTE MILLE Francs, ci 50 000.- F.

Total égal au montant du capital social :
CINQUANTE MILLE Francs 50 000.- F.
=====

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

1. Le capital social est fixé à CINQUANTE MILLE (50 000.-) Francs, divisé en CINQ CENTS (500) parts de CENT (100.-) Francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées à l'Associé en proportion de ses apports savoir :

- A Monsieur Nicolas BRULAT, à concurrence de CINQ CENTS (500) parts sociales portant les numéros 1 à 500 en rémunération de son apport en numéraire de CINQUANTE MILLE (50 000.-) Francs 500 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social CINQ CENTS parts 500 parts
=====

Le soussigné déclare expressément que toutes les parts représentant le capital social lui appartiennent, sont réparties dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à ses apports, et sont toutes entièrement libérées.

2. La liste des Associés sera communiquée au Conseil régional de l'Ordre des Experts-comptables et à la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

3. La majorité des parts doit être détenue par des Experts-comptables inscrits au tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945.

Si une autre Société d'Expertise comptable vient à détenir des parts de la présente Société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts que les Experts-comptables détiennent dans cette Société participante par rapport au total des parts composant son capital.

4. Les trois-quarts du capital social doivent être détenus par des Commissaires aux comptes, et les trois-quarts des Associés doivent être des Commissaires aux comptes conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 Juillet 1966.

Si une Société de Commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente Société, les Associés non Commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de VINGT-CINQ pour CENT de l'ensemble du capital des deux Sociétés.

5. Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et l'actif social.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'Associé ne peut entrer dans la Société à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les Associés conformément aux dispositions des articles 7 de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et 11 des statuts.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les Associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la Société.

ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombres lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme Associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, Experts-comptables ou Commissaires aux comptes.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS

1. Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un Associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des Associés représentant au moins les TROIS-QUARTS des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'Associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des Associés par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du Cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de HUIT JOURS de la notification qui lui a été faite, la Gérance doit convoquer l'Assemblée des Associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les Associés par écrit sur ledit. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la Gérance au Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de TROIS MOIS à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la Société a refusé de consentir à la cession, le Cédant peut, dans les HUIT JOURS de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les Associés doivent, dans un délai de TROIS MOIS à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Ce délai de TROIS MOIS peut être prolongé une seule fois, à la demande du Gérant, par décision du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le Cédant y consent, la Société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder DEUX ANS, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance de référé rendu par le Président du Tribunal de commerce. Les sommes dues portant intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une des solutions ci-dessus, la Gérance doit notamment solliciter l'accord du Cédant sur un éventuel rachat par la Société, centraliser les demandes d'achat émanant des Associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'Associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins DEUX ANS ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'Associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les Associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au Cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée HUIT JOURS à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la Gérance ou le représentant de la Société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel Associé étant soumise à l'agrément préalable des Associés conformément aux dispositions de l'article 7 - 6° de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du Cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

2. TRANSMISSION PAR DECES

En cas de décès d'un Associé, ses héritiers ou ayants-droit ne deviennent Associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des Associés survivants. Même s'il est déjà Associé, l'héritier ou l'ayant-droit d'un Expert-comptable ou d'un Commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant-droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état-civil auprès de la Gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la Société par le co-partageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant-droit notifie à la Société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de TROIS MOIS de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la Société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global.

De convention essentielle entre les Associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de SIX MOIS à compter du décès, demander au Juge des référés, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la Société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extra-judiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les Associés ou la Société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant-droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vif, les héritiers ou ayants-droit non agréés étant substitués au Cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3. LIQUIDATION D'UNE COMMUNAUTE DE BIENS ENTRE EPOUX

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'Associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des Associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4. AGREMENT DU CONJOINT COMME ASSOCIE DURANT LA COMMUNAUTE DE

BIENS

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement Associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du tableau des Experts-comptables ou de la liste des Commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la Société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de SIX MOIS à compter du même jour, pour céder tout partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres Associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs Gérants, personnes physiques, choisis parmi les Associés Experts-comptables et Commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs Associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des Gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs co-associés les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en Banque et des prêts ou dépôts consentis par des Associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social, dans d'autres Sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des Associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les Gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Il peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs Directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Chaque Gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel, ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des Associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des Associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les Associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la Gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des Associés ; toutefois la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les Assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'Assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'Assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les Associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des Associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une Assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs Associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les Associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un Gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom, étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les Associés représentant au moins les TROIS-QUARTS des parts sociales.

ARTICLE 16 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le PREMIER OCTOBRE pour se terminer le TRENTE SEPTEMBRE de chaque année.

ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES

BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé CINQ pour CENT pour former le fonds de Réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'Assemblée qui, sur la proposition de la Gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux Associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'Assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

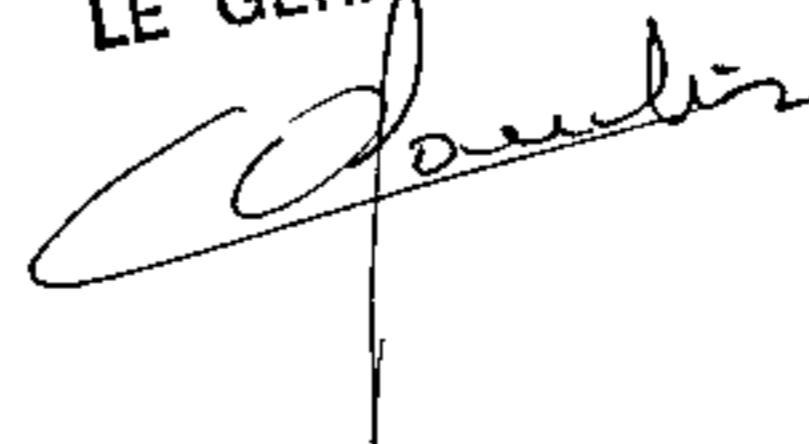
En cas de contestation entre la Société et l'un de ses clients, la Société s'efforcera, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil régional de l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables agréés, ou du Président de la Commission régionale des Commissaires aux comptes, selon l'objet du litige.

En cas de contestation soit entre les Associés, les Gérants, les liquidateurs et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage, selon leur choix, soit du Président du Conseil régional de l'Ordre des Experts-Comptables agréés, soit du Président de la Commission régionale des Commissaires aux comptes.

FAIT à PARIS en *Trois* EXEMPLAIRES
et le *23 Décembre 1995*

CERTIFIÉ CONFORME
LE GÉRANT



Société des Éditions de Presse
AFFICHES PARISIENNES
144, Rue de Rivoli, 144
75038 PARIS CEDEX 01